

à Vienne depuis quatorze ans), négociations qui se limiteraient aux pays membres des deux alliances. Selon cette formule, il n'y aurait qu'une seule position pour chaque bloc. Il serait par ailleurs possible d'en arriver à un compromis en vertu duquel les pays neutres et non alignés membres de la CSCE seraient tenus informés sur l'évolution des négociations ou pourraient y assister comme observateurs.

Le 9 avril, le Pacte de Varsovie a invité les pays de l'OTAN à amorcer des négociations sur le gel et la réduction des dépenses militaires. Il avait présenté une offre semblable en 1983.

Le 8 mai, la Pologne a soumis un plan en quatre parties pour procéder au désarmement classique et nucléaire en Europe centrale. La proposition prévoit la réduction et l'élimination des arsenaux nucléaires et classiques en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Allemagne de l'Ouest, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et au Danemark.

(Voir l'article de Michael Tucker sur le Traité de Stockholm, dans le présent numéro de Paix et Sécurité.)

Pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales (NST)

■ Le président Reagan avait remis au Secrétaire d'État George Shultz de nouvelles instructions avant que ce dernier se rendît à Moscou du 13 au 16 avril. M. Reagan a porté de cinq à sept ans la période au cours de laquelle on réduirait de moitié les armements stratégiques. Par ailleurs, il a proposé de ramener de dix à sept ans la période où aucun des deux camps ne pourrait abandonner le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM). À l'issue de cette période (1994), les deux blocs seraient libres de déployer des systèmes de défense.

Le 8 mai, pendant la huitième ronde des pourparlers NST, les États-Unis ont d'ailleurs présenté un projet de traité à tous ces égards. La structure générale de l'accord sur la réduction des armes nucléaires stratégiques à 50 p. 100 des quantités actuelles demeure la même (les deux

parties conserveraient chacune 1 600 vecteurs stratégiques et 6 000 ogives ou charges nucléaires). Semblant faire une concession à l'Union soviétique, les États-Unis ont fait passer de 3 300 à 3 600 le nombre maximum des ogives pouvant être installées sur les missiles ICBM, ce qui porterait ce seuil à 60 p. 100 du nombre total d'ogives (6 000) proposé antérieurement par l'Union soviétique. Washington continue de réclamer une interdiction des missiles mobiles.

Forces nucléaires à portée intermédiaire (INF)

■ Les choses ont beaucoup évolué dans ce secteur, depuis que M. Gorbatchev a offert de mener sur ce sujet des négociations distinctes (28 février 1987). Les deux parties ont convenu, comme elles l'avaient fait antérieurement à Reykjavik, de retirer d'Europe tous les missiles à portée intermédiaire et d'en conserver chacune cent en dehors de ce continent, sur leur territoire national.

Deux projets de traité ont été présentés. Les États-Unis en ont soumis un le 4 mars et l'ont fait suivre d'une annexe détaillée sur la vérification, le 12 mars; les Soviétiques ont fait une contre-proposition le 27 avril. Le texte des projets de traité n'a pas encore été rendu public, mais des déclarations des négociateurs des deux parties portent à croire qu'un rapprochement s'est opéré entre ces dernières; cependant, il reste encore des points à élucider. Les États-Unis voudraient pouvoir convertir leurs missiles Pershing II en engins à plus courte portée qu'ils déploieraient ensuite en Europe. Les Soviétiques ont refusé d'accepter cette option en soutenant qu'il serait facile de redonner une longue portée aux missiles. Reste aussi à savoir où exactement les cent ogives restantes à portée intermédiaire seraient mises en place de part et d'autre.

Selon des rapports en provenance de Genève, les États-Unis demandent, dans l'annexe sur la vérification, que des données non codées soient diffusées depuis les centres d'essais des missiles et que soient échangés des renseignements détaillés sur les caractéristiques des mis-

siles. En ce qui concerne l'observance du traité, des inspecteurs se rendraient dans les bases de missiles pour vérifier le nombre d'engins déployés, et ils seraient présents pour surveiller l'élimination des missiles. Des inspecteurs seraient affectés en permanence aux bases où se trouveraient les cent missiles restants. Afin de faciliter la vérification, les États-Unis ont par ailleurs proposé d'éliminer complètement les missiles INF. Moscou a cependant rejeté cette offre en soutenant qu'il lui faut conserver cent ogives en Asie soviétique pour faire contrepoids à la menace que représentent les forces américaines en Corée du Sud et au Japon.

La principale pierre d'achoppement dans les négociations a été les forces nucléaires de théâtre à courte portée (SRINF), c'est-à-dire celles dont la portée est de 500 à 1 000 kilomètres. À Reykjavik, les deux parties ont convenu de les inclure dans tout traité qui concernerait les armes INF. Les Soviétiques ont toutefois paru vouloir, à un moment donné, revenir à leur position antérieure qui consistait à exclure les SRINF des négociations tant qu'un traité sur les INF n'aurait pas été signé. Quand les États-Unis ont déposé leur projet de traité au début de mars, les Soviétiques se sont dits prêts à discuter des SRINF tout en menant des négociations sur les INF. Finalement, pendant une visite qu'il effectuait à Prague (Tchécoslovaquie), le secrétaire général Gorbatchev a laissé entendre que l'URSS était disposée à éliminer complètement les SRINF d'Europe, et cette offre a été présentée officiellement au Secrétaire d'État George Shultz pendant sa visite à Moscou le 14 avril.

M. Gorbatchev a toujours affirmé sa volonté de retirer les SRINF soviétiques d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie dès qu'une entente sur les INF aurait été signée, peu importe que d'autres progrès aient été accomplis ou non relativement au SRINF. Cependant, l'offre prévoyant l'élimination complète de ces missiles d'Europe a créé des problèmes politiques en Europe occidentale. En effet, cette proposition de M. Gorbatchev a fait resurgir des craintes au sujet de la supériorité soviétique en Europe au chapitre des armes classiques. Beaucoup se sont demandés si le Pacte de Varsovie détient effectivement la supériorité qu'on lui reconnaît, mais les chefs

d'Europe de l'Ouest craignent d'être à la merci des forces classiques du Pacte, si tous les missiles nucléaires sont retirés de ce continent. On redoute aussi que l'élimination des INF et des SRINF mine la stratégie de la riposte graduée de l'OTAN et que l'Europe perde ainsi la garantie nucléaire américaine.

L'offre soviétique a causé des problèmes particuliers au gouvernement de coalition en Allemagne de l'Ouest; en effet, le ministre de la Défense, M. Manfred Wörner, tient à conserver les SRINF et à en porter le nombre au niveau atteint par l'URSS, tandis que son collègue des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, préférerait accepter l'offre de Moscou.

Une réunion de l'OTAN qui devait avoir lieu le 4 mai a été reportée parce que le gouvernement ouest-allemand n'avait pu en arriver à un consensus sur la question. La Grande-Bretagne a suscité d'autres pressions en annonçant le 15 mai qu'elle est disposée à accepter l'offre soviétique à certaines conditions. Elle a en effet déclaré que tout traité sur les INF doit absolument viser aussi les SRINF, et que toute entente à cet égard doit s'appliquer à l'échelle de la planète; Londres exige en outre que le traité ne concerne aucune-ment les forces britanniques et françaises ni les missiles Pershing I déployés en Allemagne de l'Ouest. Ces derniers sont mis en place par l'Aviation militaire ouest-allemande, mais ce sont les États-Unis qui surveillent l'utilisation de leurs ogives. Les Soviétiques ont donc décidé de les inclure dans tout accord qui concernerait les INF et les SRINF.

Depuis que Moscou a déposé son offre originale en février, les États-Unis ont insisté sur le droit de convertir les missiles Pershing II en engins à plus courte portée. Ils ont clairement précisé au gouvernement ouest-allemand, à la faveur d'entretiens que le président Reagan a eus avec le chancelier Kohl, que, s'il n'accepte pas l'offre sur les SRINF, il doit être prêt à accepter les missiles Pershing II modifiés sur son territoire.

Les États-Unis attendent d'avoir obtenu l'avis de tous les alliés de l'OTAN avant de définir leur propre position finale et de la présenter aux Soviétiques, au fil des négociations. □

- JANE BOULDEN

Calendrier

De juin à août	Séance d'été de la Conférence du désarmement, à Genève.
Du 22 juin au 2 juillet	Réunion du Comité spécial (ONU) de l'océan Indien, zone de paix, à New York.